



Pierre Dardot et Christian Laval

TRIBUNE 13 NOVEMBRE 2023

## Cap au pire

Faudra-t-il une nouvelle guerre mondiale pour qu'il en sorte un nouvel ordre international ? Pour l'éviter, il faut d'urgence cesser de tolérer que les États, grands ou petits, puissent se délier impunément de toutes règles internationales en matière de guerre ou de droit humanitaire, quel que soit leur « camp ». Le droit international ne peut être à géométrie variable, il vaut pour tous ou il n'est rien.

Le cycle infernal des massacres et des destructions se poursuit. Pendant que des otages israéliens menacés dans leur vie sont enfermés dans des tunnels contrôlés par les terroristes du Hamas, un déluge de bombes s'abat de manière indiscriminée sur Gaza. Après les 1400 victimes israéliennes du Hamas, des milliers de Gazaouis sont tués ou blessés tandis qu'on ne sait combien d'autres sont ensevelis dans les décombres de ce qui est en train de devenir un vaste champ de ruines inhabitable. Les organisations humanitaires, qui connaissent les guerres récentes, témoignent qu'elles n'ont jamais vu de carnage de civils pareil et de catastrophe sanitaire semblable.

La vengeance n'est pas la justice, le massacre des enfants palestiniens ne rachète pas les tueries du 7 octobre, elle ajoute des morts à d'autres morts, des crimes à d'autres crimes. Une haine antisémite qui identifie tout Juif à la politique israélienne est ravivée, tandis que l'antisémitisme est instrumentalisé politiquement en assimilant toute critique d'Israël à la détestation des Juifs. Les effets de déflagration affectent le monde entier et déchirent le cœur de nos sociétés.

L'appui ouvert ou hypocrite à la manière dont l'opération militaire d'Israël est menée conduit à discréditer les pays occidentaux quand ils brandissent le droit international et les conventions de Genève à propos de l'invasion russe de l'Ukraine et se refusent à appeler à un cessez-le-feu pour sauver des vies d'innocents à Gaza. Le refoulement de l'injustice historique faite aux Palestiniens derrière les murs de la grande prison dans lesquels Israël, les pays arabes et la communauté internationale les ont tenus enfermés depuis des décennies est intolérable et ne peut plus durer.

**1- Si l'histoire n'a pas de lois, elle a ses régularités. L'une des plus constantes est que l'oppression finit toujours par produire des révoltes et que son renforcement ne fait que les nourrir et les entretenir.**

Mais il ne suffit pas de dire « *on a raison de se révolter* », et moins encore on a « *toujours* » raison de se révolter, car la révolte charrie ses monstruosité, comme le savait très bien Mao Zedong, l'expert en tyrannie auquel on doit cette parole. Meurtres de masse, exécutions en série, destructions cruelles, viols systématiques, attentats, pillages : le « *travail du négatif* » est souvent abominable. Il fallait bien un Hegel pour le juger conforme à une Raison de l'histoire qui, écrivait-il, « *ne pouvait pas s'éterniser auprès des blessures infligées aux individus car les buts particuliers se perdent dans le but universel* »<sup>[1]</sup>. Il faut comprendre que les « *blessures infligées aux individus* » relèvent de « *buts particuliers* » condamnés à l'insignifiance. Mais que vaut une justification des blessures subies par les individus par la violence des moyens et une justification de la violence des moyens par l'universalité supposée de la fin qu'ils ont pour fonction de servir ?

Voilà qui condamne définitivement la barbarie du 7 octobre. Le Hamas a délibérément voulu répandre la terreur par les

tueries aveugles, considérant que tous les moyens étaient bons pour réaliser la fin poursuivie. Mais cette condamnation reste encore largement insuffisante. Car elle présuppose que la fin mérite d'être sauvée en dépit des moyens choisis. Or ce qui est en question, ici plus que jamais, c'est la *fin* elle-même. Une fin ne reçoit son contenu que du choix des moyens. En réalité, une fin coupée de tout moyen est condamnée à l'indétermination. C'est le choix des moyens qui détermine en dernière analyse la fin, loin que la fin reste indemne et immaculée dans l'attente du choix des moyens.

En l'occurrence, la barbarie des moyens choisis nous renvoie à la barbarie de la fin poursuivie : c'est trop accorder au Hamas que de le créditer de la volonté de « *libérer la Palestine* ». En réalité, comme ses moyens le montrent (massacre des habitants des kibboutz en bordure de la bande de Gaza et non plus simplement tirs de roquettes, attaque ou enlèvements de soldats), sa fin est tout autre : en finir avec l'existence des juifs en Terre d'Islam en menant une « *guerre* » aux juifs en tant que juifs (femmes, vieillards, enfants, soldats considérés indistinctement). Certains font gloire au Hamas de la radicalité de ses moyens et magnifient l'offensive de la « *résistance* ». La prise de position du Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA) publiée le 7 octobre relaie ainsi l'appel du Hamas par un appel irresponsable à l'Intifada : « *Le NPA rappelle son soutien aux Palestiniens et aux moyens de luttés qu'ils et elles ont choisi pour résister.* »<sup>[2]</sup>

Il faut être singulièrement aveugle, ou dépourvu de tout sentiment de honte, pour faire du massacre des civils israéliens un moyen de lutte « *choisi* » par les Palestiniens pour résister à l'occupation israélienne. Au-delà de la stratégie du Hamas le 7 octobre, c'est compter pour rien le coup d'État de 2007 par lequel l'organisation islamiste s'est emparée du pouvoir dans la bande de Gaza en expulsant l'Autorité palestinienne. Ou bien faut-il y voir rétrospectivement un moyen de résistance « *choisi* » par les Palestiniens alors même que le Hamas s'est méthodiquement employé durant ces années à étouffer toute expression indépendante ?

## **2- D'où viennent ces monstruosité ? On entend parfois protester contre toute question de ce genre que tout commence ce jour-là. C'est interdire de questionner les causes, c'est interdire de penser et de savoir.**

Rien ne sera réglé par ce refus d'intelligence. La régularité qu'illustre le 7 octobre, c'est que l'injustice peut produire les tueurs du 7 octobre, et ce n'est pas les excuser que de le dire. Cette injustice historique, on la connaît, elle n'est pas seulement d'hier, de 1948, de 1967 ou de 2014, elle se perpétue, elle s'aggrave et s'accélère même, à Gaza, en Cisjordanie. Elle est documentée, elle est connue. Seuls la propagande, le mensonge, l'hypocrisie, la lâcheté et la complicité ont entretenu le crime international qui a pour noms l'exil, l'occupation, la colonisation, l'apartheid, le blocus, et tous les meurtres commis par l'armée israélienne et les colons fanatisés depuis tant d'années.

On compte plus d'une monstruosité dans cette tragédie. La volonté du Hamas de combattre l'existence d'Israël en Terre d'Islam trouve ainsi son strict pendant dans la volonté des religieux juifs messianiques de combattre la création d'un État palestinien en Terre d'Israël, ceux-là mêmes qui n'ont eu de cesse d'organiser des commandos pour attaquer les habitants des villages palestiniens de Cisjordanie. Mais admettre que les terroristes islamistes et les religieux messianiques juifs se nourrissent les uns des autres ne signifie en aucun cas qu'il y a une *symétrie* entre les oppresseurs et les opprimés, entre l'occupation israélienne et la résistance palestinienne à cette occupation.

En revanche, cela jette une vive lumière sur l'attitude la plus constante des dirigeants des droites nationalistes et suprémacistes à la tête de l'État d'Israël. Ces derniers ont tout fait d'abord pour encourager l'essor du Hamas puis pour soutenir son renforcement. En 2009, Netanyahu a autorisé le financement du Hamas par le Qatar. En 2019, le même n'a pas hésité à déclarer : « *Toute personne qui veut empêcher la création d'un Etat palestinien doit soutenir la financement du Hamas, le transfert de fonds au Hamas.* »<sup>[3]</sup> Manifestement le Hamas ne faisait pas alors figure de « *mal absolu* ».

### **3- De ce point de vue, le sort de la démocratie en Israël même est loin d'être indifférent. La politique criminelle de Netanyahu a dû s'attaquer aux fondements de la démocratie en Israël même pour avoir les coudées franches et s'attaquer au peuple palestinien.**

Nulle séparation à cet égard entre politique « intérieure » et politique « extérieure », tout au contraire : l'affirmation brutale de la souveraineté de l'État israélien sur les Palestiniens de Gaza et de Cisjordanie (souveraineté externe) a marché du même pas que l'affirmation de cette même souveraineté sur les citoyens juifs et palestiniens de cet État (souveraineté interne). L'idée de redéfinir cet État comme un État exclusivement juif remonte en effet à juin 2009, elle est alors énoncée par Netanyahu comme une condition de la paix avec les Palestiniens : « *Les Palestiniens doivent reconnaître Israël en tant qu'État du peuple juif.* »<sup>[4]</sup>

Finalement, le 18 juillet 2018 la Knesset adopte un texte de loi par lequel « *le droit à l'autodétermination nationale au sein de l'État d'Israël est réservée au peuple juif* » et qui élève l'implantation juive au rang de « *valeur nationale* » en encourageant et promouvant « *son développement et sa consolidation* »<sup>[5]</sup>. Le 4 janvier 2023 Yariv Levin, ministre de la Justice de ce gouvernement, présente un projet retirant à la Cour suprême le droit d'annuler des lois ou des décisions gouvernementales qu'elle jugerait inconstitutionnelles, ce qui revient à de facto à accorder un pouvoir absolu au Premier ministre. Le 28 mai 2023, Netanyahu crée une « *agence gouvernementale de l'identité nationale juive* ».

Quelle est la logique de cette trajectoire ? Dans le cas spécifique d'Israël la loi selon laquelle tout pas en avant dans la souveraineté de l'État se paie d'un recul de la démocratie à l'intérieur prend une signification singulière. Comme le montre très bien Shlomo Sand, il y a là une anomalie historique : Israël refuse à un quart de ses citoyens les droits reconnus à ses citoyens juifs, mais « *se présente toujours comme l'État des juifs du monde entier, même s'il ne s'agit plus de juifs persécutés, mais de citoyens de plein droit vivant en pleine égalité dans les pays où ils résident. Autrement dit, une ethnocratie sans frontières* [selon son expression] *justifie la sévère discrimination pratiquée [par Israël] à l'encontre d'une partie de ses citoyens en invoquant le mythe de la nation éternelle, reconstituée pour se rassembler sur la "terre de ses ancêtres".* »<sup>[6]</sup>

Si l'on résume : d'un côté une privation des droits pour une partie des citoyens à l'intérieur des frontières de l'État d'Israël ; de l'autre une extension virtuellement illimitée des droits au-delà des frontières de ce même État à destination de tous les membres d'une « ethnie » dispersée dans le monde entier. La conséquence de cette violation de l'égalité est que les seuls droits reconnus aux Arabes israéliens, comme aux autres israéliens non-juifs, sont des droits *individuels*, à l'exclusion de tout droit communautaire. On est bien là face à une logique d'apartheid que vient renforcer en la consacrant juridiquement la loi de 2018. De là à la mise en place d'un régime théocratique ouvert excluant les citoyens non-juifs de tout droit, il y a un pas que les religieux messianiques sont tout prêts à franchir.

### **4- Quelle position prendre devant cette trajectoire hypernationaliste ? Une nouvelle fois, le campisme se montre ici sous son vrai visage, celui de la bêtise politique par excellence sous la forme de l'alignement aveugle et inconditionnel sur l'un des camps en conflit.**

Le campisme n'est pas une maladie, c'est une faille morale qui peut toucher quiconque. La faute du campisme vient de son impuissance à dépasser l'adhésion à son dogme intime, qui est aussi collectif. Ne jamais aller voir au-delà de son article de foi ou de sa ligne idéologique, tel est sa maxime, lire dans chaque événement une confirmation du dogme ou de la croyance, telle est son habitude.

Le campisme n'a pas de frontière, mais il se divise aujourd'hui selon l'attitude qu'il adopte vis-à-vis de l'Occident pris en bloc

: il y a en effet un campisme anti-Occident, critique à l'égard d'un Occident chargé de tous les maux, et un campisme pro-Occident qui se drape volontiers dans la « *défense de la démocratie* » contre la « *barbarie* ». Difficile de dire quel est le plus virulent, et le plus catastrophique des deux.

Le premier campisme ne veut considérer, contre toutes les preuves historiques, que l'impérialisme occidental, et spécialement américain. Ce dernier est partout et responsable de tout. Il explique tout, par là il innocenté beaucoup en accusant trop. On l'a vu à l'œuvre lors de l'invasion de l'Ukraine par la Russie poutinienne quand une partie de la « gauche mondiale » a refusé de condamner l'impérialisme russe au prétexte qu'il n'y aurait dans l'invasion qu'une « *légitime réponse à l'agression de l'Otan* ». C'est tenir pour rien et la liberté du peuple ukrainien de choisir sa voie et le droit international.

Étrangement, le campiste anti-Occident se fait ainsi l'idiot utile de toutes les dictatures les plus réactionnaires parce que, pense-t-il, l'ennemi de mon ennemi ne peut être si mauvais qu'on le dit. C'est là son déshonneur, sa trahison. Car être de gauche, c'est être partout et toujours l'ennemi des tyrans, qu'ils soient « pro-américains » ou « anti-américains », c'est combattre pour l'auto-détermination des peuples, pour les libertés civiles et politiques, pour l'égalité. *Partout et toujours*. Le moindre écart relativement à ce principe est une faute impardonnable.

Le campisme anti-Occident se refuse à parler d'« *organisation terroriste* » à propos du Hamas. On lui en fait le procès, à juste raison. De ce point de vue, l'attitude de certains des dirigeants de la LFI est proprement inqualifiable : parler d'une « guerre » pour ne pas se prononcer sur le caractère terroriste d'une organisation est un misérable subterfuge car une « guerre » aux Juifs en tant que Juifs n'est pas *proprio sensu* une guerre ni un crime de guerre, mais une action de terrorisme. La députée Danièle Obono s'est montrée quant à elle incapable de distinguer entre l'autodéfinition du Hamas comme « *mouvement de résistance* » et la nature réelle de cette organisation.

Il n'est jusqu'à la distinction entre « actes terroristes » et « organisation terroriste » [7] qui ne relève d'un artifice spécieux destinée à sauver une direction de la condamnation qu'elle a elle-même recherchée et du discrédit qui la frappe. Car une organisation qui planifie de tels actes terroristes est une organisation terroriste : planifiés et exécutés de sang-froid ces actes révèlent la nature de l'organisation qui les ordonne et les exécute.

La barbarie déchaînée et son utilisation cynique par un groupe de fanatiques religieux n'a pas d'excuses, on l'a dit. Mais que dire de la logique théocratique d'un État gouverné par des fascistes et des suprémacistes qui utilise, et depuis longtemps, des moyens de terreur à l'encontre des populations civiles pour aggraver une situation notoire d'injustice historique ?

Le campisme pro-Occident, prompt à ériger ce dernier en porteur de la vraie « civilisation », n'est-il pas aussi moralement failli que le campisme anti-Occident ? L'historien Bension Netanyahu, père de Benjamin, n'a d'ailleurs pas manqué de faire du caractère « *occidental* » du mouvement sioniste la raison de son rejet par les Arabes [8]. Le campisme pro-Occident est tellement aveuglé qu'il ne voit pas que le reste du monde rejette ce qui est perçu comme un prolongement du colonialisme et une guerre de civilisation.

Le cas de Macron est emblématique d'une posture de pure communication qui montre le ridicule du fameux « en même temps » : d'abord, la proposition en octobre d'une coalition contre le Hamas sur le modèle de la coalition contre Daech, de l'autre la tenue d'une conférence début novembre pour organiser l'aide humanitaire aux habitants de Gaza. Le « *soutien inconditionnel à Israël* » des démocraties anémiées du néolibéralisme participe aujourd'hui de cette faillite morale qui les rend complices des crimes commis contre les civils de Gaza et les Palestiniens de Cisjordanie occupée, si ce n'est co-auteur revendiqué dans le cas du gouvernement de Joe Biden.

**5- Ultimentement, c'est bien le mot même de démocratie, ce « pouvoir du peuple », qui est irrémédiablement abîmé. Perpétuer l'injustice historique qui est faite aux Palestiniens, c'est faire du mot « démocratie » utilisée à propos d'Israël le voile hypocrite de la domination et de la terreur d'État, c'est donner des arguments aux dictatures et aux tyrannies de toutes sortes dans leur rejet des libertés.**

Le terrorisme d'État vaut pour qualifier la Russie quand elle bombarde Marioupol, pas pour les États-Unis quand ils écrasent Bagdad ou Israël quand il enferme dans ses prisons sans procès des milliers de Palestiniens et commet un carnage de civils à Gaza ? Le dictateur Poutine devrait être traîné devant la CPI, mais pas le « démocrate » Netanyahu ? Hier le premier avait tenu à féliciter le second après sa réélection. Aujourd'hui il tire parti de la situation actuelle en faisant donner son aviation contre la population d'Idlib pour le plus grand profit du boucher de Damas.

Le « deux poids deux mesures » est un repoussoir en voie d'universalisation. Les démocraties occidentales, qui sont de moins en moins des démocraties, et qui sont de moins en moins nombreuses, perdent jour après jour tout crédit, au profit de régimes pires, parfois bien pires. Elles sont déjà moralement les grandes vaincues du massacre de Gaza. Elles le sont en réalité depuis longtemps, mais elles ne le savent pas encore, trop confiantes jusque-là dans leur supériorité économique, technologique, militaire. L'Irak et l'Afghanistan ont été de sérieux avertissements pour les États-Unis. L'État français en fait l'épreuve au Sahel pour avoir ouvert la voie à l'armée privée de Wagner par sa politique néocoloniale.

Nier le droit des Palestiniens depuis des décennies, bafouant ainsi le droit international, a ruiné la parole des « démocraties » au point de décourager et de désespérer ceux qui combattent vraiment pour la démocratie dans des pays privés de libertés. Toute bombe lâchée sur la population de Gaza est une victoire pour Poutine, tout enfant écrasé est une bénédiction pour les mollahs iraniens.

Les suites de la guerre à Gaza sont tout aussi imprévisibles que celles de la guerre en Ukraine. Reviendra-t-on à l'hypocrisie d'hier ? Fera-t-on semblant encore pendant des décennies de vouloir « deux États » quand les conditions en disparaissent chaque jour un peu plus du fait notamment de la poursuite de la colonisation et de l'occupation militaire ? Ou bien les dirigeants israéliens, aidés par l'inaction complice des démocraties occidentales, iront-ils jusqu'au bout de leur projet suprémaciste et annexionniste ? Après avoir entassé les Gazaouis dans le sud de la bande en détruisant leurs habitations, rééditant ainsi la pratique des expulsions réalisées en 1948 par la destruction de villages entiers, iront-ils jusqu'à les chasser de toute la bande jusque dans le désert égyptien ?

Ce qui est sûr, c'est que l'isolement des démocraties occidentales ira croissant et qu'il y a tout à craindre de la grande dérive dictatoriale du monde qui s'alimente des ressentiments de la plus grande partie de l'humanité.

Est-il encore temps de s'unir pour refuser le double standard en matière de morale et de droit international ? Est-il encore possible de chasser du pouvoir les auteurs de guerre dans leurs pays respectifs ? Est-il simplement imaginable de penser à de nouvelles institutions internationales capables de régler dans la justice les relations entre les peuples et de s'attaquer aux menaces qui pèsent sur la planète ? Énoncer ces tâches historiques urgentes et nécessaires est en soi déprimant tant elles paraissent « surhumaines » au regard du sinistre état d'un monde gouverné par des fanatiques et des lâches, tous aussi irresponsables devant l'essentiel. Et pourtant il faut bien l'espérer, cet indispensable sursaut de l'humanité pour qu'elle n'aille pas au bout du pire.

Mais pour cela certains préalables sont requis. Il faut constater que « l'ordre international » né en 1945 a été progressivement détruit par l'exercice sans limites de la puissance et de la domination des États, et qu'un chaos mondial où tout est permis

est en train de s'installer. Il n'y a plus en l'état de « *communauté internationale* ». Faudra-t-il une nouvelle guerre mondiale pour qu'il en sorte un nouvel ordre international ? Pour l'éviter, il faut d'urgence cesser de tolérer que les États, grands ou petits, puissent se délier impunément de toutes règles internationales en matière de guerre ou de droit humanitaire, quel que soit leur « camp ».

Le droit international ne peut être à géométrie variable, il vaut pour tous ou il n'est rien. Les gouvernants qui ne font pas de cette universalité un principe absolu de leur conduite doivent être mis en accusation par les opinions publiques. Mais il convient d'aller plus loin. Par exemple de s'interroger sur l'incompatibilité entre un ordre juste et la prétention des États de faire ce qu'ils veulent de leur population à l'intérieur de leurs frontières.

En d'autres termes, il convient aujourd'hui de remettre en débat la sacro-sainte doctrine de la souveraineté étatique aujourd'hui encore à la base de la désorganisation politique de la planète. En 1946, le philosophe John Dewey disait avec raison que « *cette doctrine de la "souveraineté" est une négation complète de la responsabilité politique* »<sup>[9]</sup>. Et c'est bien de cette irresponsabilité-là que l'humanité entière souffre en tout domaine.

---

[1] Hegel, *La Raison dans l'Histoire*, UGE, 10|18, 1965, p. 65.

[2] « Offensive de Gaza : nous sommes tous et toutes palestienNes », Déclaration du NPA, Montreuil, le 7 octobre 2023.

[3] Charles Enderlin, « A moins d'une pression américain Israël refusera un cessez-le-feu », *A.O.C.*, samedi 4 novembre 2023.

[4] Charles Enderlin, *Israël L'agonie d'une démocratie*, SeuilLibelle, 2023, p. 16.

[5] *Ibid.*, p. 23.

[6] Shlomo Sand, « Comment fut inventé le peuple juif », *Le Monde diplomatique*, août 2018, p. 3.

[7] C'est la distinction faite par Enzo Traverso, La guerre à Gaza « brouille la mémoire de l'Holocauste », *entretien Mediapart*, 05/10/2023.

[8] Charles Enderlin, *op. cit.*, p. 11.

[9] John Dewey, *Le public et ses problèmes*, « Introduction de 1946 », « Folio », Gallimard, Paris, 2010, p. 71.